

CTPD du mardi 06 juillet 2010 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons pas débiter ce CTPD sans évoquer l'actualité revendicative.

L'ampleur des manifestations et des actions de grève conduites à l'occasion de la journée du 24 juin témoignent de la forte détermination de l'ensemble du monde du travail d'obtenir le retrait du projet de loi prévoyant la remise en cause de la retraite à 60 ans, l'allongement de la durée des cotisations, la baisse du niveau des pensions, la hausse des cotisations et la remise en cause à compter du 31 décembre 2010 du droit au départ anticipé pour les mères de trois enfants et évacuant soigneusement la question de la pénibilité au travail.

Avec plus de deux millions d'actifs, de retraités et de jeunes présents dans l'ensemble des cortèges organisés dans tout le pays, cette mobilisation exceptionnelle est la plus importante de l'année 2010.



Mobilisation exceptionnelle à quelques jours seulement des congés d'été, et qui, contrairement aux dires des commentateurs de droite, n'a pas seulement touché les services publics, mais aussi de très nombreuses entreprises privées, tout en mêlant des hommes et des femmes de toutes les générations.

Les tentatives pitoyables de Nicolas SARKOZY visant à instrumentaliser le mondial de foot et la mauvaise télé-novela d'une équipe de France pathétique composée de multimillionnaires promis, pour certains, à une retraite dorée à trente et quelques années, auront lamentablement échoué et n'auront pas permis de désamorcer les luttes sociales montantes sur le sujet des retraites, avec en point de mire le refus exprimé par les salariés du privé et du public, de travailler plus longtemps pour gagner toujours moins et de mettre une nouvelle fois la main à la poche pour augmenter les profits des véritables responsables de la crise.

Comptant sur la période des congés payés pour observer une accalmie sur le front social, les membres du gouvernement qui se sont exprimés à la suite des mobilisations ont indiqué comprendre les inquiétudes des personnes qui ont défilé et de la large majorité de l'opinion publique, tout en précisant qu'il était tout à fait exclu d'ouvrir un cycle de négociation de nature à compromettre l'équilibre de la réforme.

Le 13 juillet, le conseil des Ministres doit valider le projet de réforme tel qui sera présenté au parlement à compter du 7 septembre.

Il n'y aura point d'acalmie cet été, l'UD CGT de Haute-Garonne, avec l'ensemble des organisations syndicales du département, donne rendez-vous aux salariés du public et du privé ce mardi 13 juillet pour un rassemblement à la Préfecture et la remise de pétitions.



Dès cet été, la CGT va s'employer à rendre caniculaire la température du climat social pour n'accorder aucun répit et aucune marge de manœuvre au gouvernement pour que soit réunies toutes les conditions d'une rentrée explosive, en particulier la journée interprofessionnelle de grève et de manifestation du 7 septembre.

La confédération européenne des syndicats organise une journée d'action européenne le 29 septembre.

Ce qui est au cœur de cette action revendicative, c'est avant tout l'exigence de retrait de l'ensemble des plans d'austérité pour les pays de la zone euro présentant à la fois la même origine et les mêmes traductions.

La même origine, au travers de la décision de la Commission Européenne ayant commandé aux Etats Membres d'injecter plus de 750 milliards d'euros d'argent public dans les marchés financiers pour garantir leurs profits et éponger leurs dettes.

Pour compenser la dilapidation de ces fonds et finir de donner des gages aux places boursières, sur la solvabilité et l'apurement effectif de leurs dettes, BRUXELLES a ordonné parallèlement aux Etats-Membres de mettre en place des politiques de rigueur budgétaire matérialisées par la chasse « aux prétendus déficits publics » pour atteindre le fameux critère du seuil des 3% du PIB à compter de 2011 pour la plupart des pays dont la France.

En clair, c'est la privatisation des profits et la nationalisation des pertes, c'est l'accentuation du déséquilibre dans la répartition des richesses au bénéfice des revenus financiers contre ceux issus du travail, c'est la financiarisation forcenée de l'économie au détriment de la croissance, de l'emploi et du progrès social.

Cette purge des finances publiques draine les mêmes répercussions régressives :

- **Le gel des dépenses publiques,**
- **La suppression des emplois publics,**
- **La remise en cause de l'âge légal de départ à la retraite sur la base de l'allongement de l'espérance de vie,**

- **La compression des salaires, la diminution du niveau des pensions et des allocations sociales.**
- **La flambée des impôts directs et indirects**
- **Des assouplissements législatifs facilitant les licenciements dans les entreprises comme en Grèce et un encouragement à peine dissimulé à persévérer dans la voie de la destruction des emplois industriels en Europe.**
- **Réduction de l'ensemble des investissements publics, libéralisation des marchés des transports, de l'énergie, privatisation de pans entiers du service public et ouverture à la concurrence de missions jusque là jugées fermées en raison de leur caractère régalien.**

Dans ce contexte, le message du conseiller gouvernemental Claude Guéant, aux marchés financiers est d'une limpidité qui ne laisse la place à aucune ambiguïté : la France met bel et bien en place un plan de rigueur destiné à limiter ses déficits.

Pourtant, quelques semaines auparavant, le mot même de "rigueur" était interdit dans la communication du gouvernement. *"On est loin d'un plan de rigueur"*, ce type de plan *"n'existe pas et n'existera pas"*, expliquait François Fillon, le 7 mai sur TF1.

Un message martelé par SARKOZY, lors du sommet social du 10 mai : *"Dans le cadre de l'effort de stabilisation des marchés [...], un certain nombre de nos partenaires les plus menacés ont annoncé des mesures d'austérité. Certains voudraient voir une inflexion similaire dans notre politique économique. Je veux m'inscrire en faux contre cette interprétation"*, explique alors le chef de l'Etat. *"Nous devons mener non une politique de rigueur, mais une politique responsable."*

Derrière ces propos hypocrites vient la réalité des faits. Car pour conserver sa note "triple A", auprès des agences de notation (véritables milices), lui permettant ainsi d'emprunter à des taux acceptables et de libérer des liquidités en direction des circuits spéculatifs, le gouvernement insiste auprès des milieux financiers sur sa réforme des retraites comme élément central de sa politique comptable de maîtrise des dépenses publiques.

Le chancelier britannique a quant à lui clairement indiqué que ses plans d'austérité affecteront *"l'économie, la société, et les modes de vie tout entier"*. C'est le cas de tous les pays où le secteur public est en première ligne. De Londres à Tallinn en passant par Athènes et Paris, les fonctionnaires sont, dans tous les pays, concernés par la rigueur.

Jusque-là moins exposés que les salariés du secteur privé, les fonctionnaires sont désormais mis au régime sec : gel des recrutements, non-remplacement des retraités, baisses des salaires, de 5 % en Espagne jusqu'à 50 % en Lettonie.

En France, les fonctionnaires connaissent la même rigueur. Après avoir entretenu le suspens, le ministre s'est contenté de tenir l'engagement de 2008 : + 0,5% au premier juillet. Engagement qui, pour rappel, avait été pris unilatéralement par le gouvernement en juin 2008, face au refus de l'ensemble des organisations

syndicales de cautionner une nouvelle perte de pouvoir d'achat. Répondant au plan de rigueur, les salaires des fonctionnaires vont être en congélation durant au moins un an.

**C'est donc dans un contexte de climat social dès plus tendu
que se tient ce CTPD.**

A l'ordre du jour figurent l'apparition de nouvelles structures au sein de la DGFIP (CSP, SFACT), l'évolution de services existants (pensions), le bilan de structures récentes.

L'emploi est encore une fois au coeur des missions anciennes, nouvelles ou à venir. Pour 2011, le volume des suppressions d'emplois serait supérieur aux années précédentes et le taux de non remplacement pour 2012 et 2013 serait à nouveau supérieur à 50% portant à près de 20 000 les emplois perdus en 10 ans.

On est loin du discours de François BAROIN, qui lors de ses prises de fonctions avait déclaré aux organisations syndicales, le 14 avril, qu'il était prêt à revoir la question de l'emploi au sein de la DGFIP au vu des efforts déjà maintes fois consentis par notre Administration.

Nous vous alertons une nouvelle fois sur la dégradation accrue des conditions d'exercice des missions, qu'elles relèvent de quelque filière que ce soit.

Le rapport d'activité ne reflète en rien cette réalité des services. Il n'apparaît nulle part le sous-effectif chronique de notre département.



La Direction a du mal à dissimuler les suppressions d'emplois malgré le jeu de boneto qu'elle pratique.

Sur la filière gestion publique, il manque près de 40 emplois de catégorie B et C auxquels s'ajoutent près de 50 emplois manquants sur les mêmes catégories pour la filière fiscale. On est bien loin du rapport hydilique et édulcoré présenté aujourd'hui.

De plus, le rapport fait état d'un soutien de nos services envers les entreprises dans le cadre du plan de relance, mais il ne nous semble pas avoir vu le même dispositif mis en oeuvre pour les particuliers. Les difficultés sociales ne nous sont pas étrangères puisque nous en avons la traduction quotidiennement à l'accueil.

Pire le rapport mentionne que "la lutte contre la fraude fiscale est une priorité du gouvernement". Vous reconnaîtrez notre septicisme quand il est question du dossier qui fait désormais craqueler les lambris de l'Élysée, qu'il convient d'appeler «l'affaire Woerth-Bettencourt».

**Il est temps d'entendre les revendications des personnels,
et d'y répondre.**